

FIFTH PARLIAMENT

THIRD ORDINARY SESSION



DAILY HANSARD REPORT

FRIDAY 11 OCTOBER 2019

HANSARD REPORT OF THE PAN-AFRICAN PARLIAMENT



FIFTH PARLIAMENT

THIRD SESSION

Friday, 11 October 2019

The House met at 09.01 am

[The President in the Chair]

M. LE PRÉSIDENT : Chers collègues, bonjour.

Je vous invite à observer une minute de silence pour prier ou méditer.

(Une minute de silence, de prière ou de méditation est observée)

Veillez-vous asseoir !

La séance est reprise.

(Coup de maillet)

Chers collègues,

Bonjour et bienvenue à notre salle de délibération.

Je salue la présence parmi nous des interprètes, des hommes et femmes de médias. Nous allons continuer à travailler d'arrache-pied pour l'intérêt de nos peuples africains dont nous sommes les dignes représentants ici.

Je voudrais donc inviter Monsieur le Secrétaire général, à nous donner le point inscrit à l'ordre du jour de nos travaux.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole !

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Merci Excellence.

Le point inscrit à l'ordre du jour est le suivant : « *Présentation et débats sur les nouveaux éléments relatifs à la loi-type sur le maintien de l'ordre* ».

M. LE PRÉSIDENT : « *Présentation et débat concernant la loi-type actualisée sur le maintien de l'ordre* ».

J'invite l'honorable Ignatienne Nyirarukundo, Présidente de la Commission Permanente des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme, à faire sa présentation.

Honorable, vous avez la parole !

Honorable Présidente, avant de commencer, je voudrais demander à la plénière si vous avez reçu le document.

Est-ce que vous avez reçu le document dont il s'agit ?

Merci.

Également, je voudrais rappeler à la plénière, le souhait que j'avais émis ici au mois d'août. Le souhait d'une solidarité agissante envers les familles de nos deux collègues qui nous ont quittés.

Vraiment j'appelle à un élan de cœur si chacun d'entre vous peut donner quelque chose pour qu'on envoie aux familles de nos deux collègues endeuillées.

Je voudrais inviter, à ce fait, les deux Présidents de Caucus à être les trésoriers de cette opération.

La Présidente du Caucus Afrique de l'Ouest et la Présidente du Caucus Afrique du Sud. D'ores et déjà, je les prierais de passer voir le Président dont la petite contribution est déjà disponible.

Merci.

Honorable Présidente, vous avez la parole !

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME] :

Honorable Président du Parlement panafricain,

Honorable Vice-présidente,

Chers collègues,

Je suis heureuse de vous présenter de projet de loi sur la police en Afrique pour une deuxième lecture.

La session plénière du Parlement panafricain qui s'est tenue en mai 2017 a été marquée par la première lecture du projet de loi sur la police en Afrique.

La plénière a chargé la Commission Permanente des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme à poursuivre ses efforts pour élaborer ladite loi. La loi-type sur la police est maintenant soumise à la session plénière pour sa deuxième lecture.

Lors de l'élaboration de la loi-type, la Commission s'est inspirée du Règlement intérieur du PAP et du Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine relatif au Parlement panafricain.

Les deux documents reconnaissent le PAP en tant que composante législative du système de gouvernance de l'Union africaine et confient au PAP la responsabilité d'harmoniser les textes législatifs des États membres du PAP et de l'Union africaine, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur du PAP.

La décision de confier à la Commission Permanente des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme la responsabilité et l'élaboration de l'instrument s'inspirant de l'article 26 du Règlement du PAP :

La règle confère à la Commission le mandat de promouvoir le respect et l'élaboration de principes saints de liberté : liberté civile, justice, droits de l'Homme et des peuples et droits fondamentaux au sein de l'Union.

En outre, l'élaboration d'une loi-type sur les activités de police est une nécessité qui complétera plusieurs instruments de l'Union africaine tels que l'Agenda de l'Union africaine 2063, la Charte africaine de la démocratie, le cadre de politique et des réformes du secteur de la sécurité de l'Union africaine qui favorise l'harmonisation et la cohérence des réformes sur le continent et la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, document d'interprétation africain sur le maintien de l'ordre.

La loi-type est sensée être un texte de loi qui établit les principes clairs et des directives officielles pour le mandat, la structure, les opérations et la performance des organismes chargés de l'application de la loi, afin de traiter des problèmes complexes rencontrés

par les organisations de police dans leurs relations avec l'État, la communauté et le public, acteur de surveillance.

Ce qui a été le processus :

La loi-type sur la police en Afrique est le fruit de près de quatre années de travail au sein de la Commission Permanente des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme et du Forum sur la police et le contrôle en Afrique appelé APCOF.

La Commission Permanente des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme a d'abord conceptualisé le modèle de législation sur la police le 4 août 2015.

Le Comité a reconnu que les États membres réforment de plus en plus la police dans le cadre des efforts de démocratisation plus large. Cependant, au niveau africain, il n'existe pas de cadre législatif global pour orienter l'élaboration de la législation relative au maintien de l'ordre, afin de garantir la cohérence avec les buts et objectifs de l'Acte constitutif de l'Union africaine, de la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et du Cadre normatif plus large du maintien de l'ordre dans le droit international.

C'est à cet égard que la Commission a élaboré une loi-type sur la police en Afrique qui constituera une contribution normative à l'amélioration de la police en Afrique qui viendra compléter les efforts régionaux et de l'Union africaine visant à promouvoir la sûreté et la sécurité, la gouvernance démocratique et les droits de l'Homme.

I – Guidée par la conviction que le Parlement panafricain peut apporter une contribution importante à ce secteur, la Commission a élaboré un avant-projet de loi-type.

1. Cet avant-projet a été discuté lors d'une réunion de rédaction d'experts de la Commission et comprenait à la fois, des experts externes et des représentants légaux de l'Union africaine, tenue les 13 et 14 septembre 2016 à Johannesburg, en Afrique du Sud, et un premier projet de loi a été produit.

Le projet de loi-type sur le service de police en Afrique a été présenté et examiné par la Commission en octobre 2016 et a ensuite été présenté à la Commission les 4 et 5 mai 2017 à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Le projet et le concept ont été présentés à la plénière de mai 2017 au cours de laquelle la Commission a été félicitée pour ses efforts et mandatée pour élaborer une loi-type sur le maintien de l'ordre en Afrique.

Un deuxième projet de consultation a été officiellement adopté le 9 mars 2018. Ce deuxième projet a été soumis à une consultation d'experts tenue les 19 et 20 octobre 2018 à Kigali, en marge de la plénière, et à laquelle ont participé des experts de l'Union africaine et les experts de l'extérieur.

Les commissaires ont examiné les commentaires des experts le 6 mars 2019 et un troisième projet est soumis à la plénière aujourd'hui pour une deuxième lecture.

En revenant sur notre loi-type sur la police, les obligations en matière de maintien de l'ordre sur les pays de l'Union africaine découlent de leur adhésion à l'Union africaine et à ses organes.

La promotion de la paix et de la sécurité est un principe fondamental de l'Union africaine. Son document fondateur fait spécifiquement référence à la promotion et à la protection des droits énoncés dans la Charte internationale des Droits et la Charte africaine.

Le cadre politique de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) de l'Union africaine confirme les normes qui sous-tendent la gouvernance de la police, à savoir :

- la démocratisation ;
- la gouvernance démocratique et le contrôle démocratique ;
- l'état de droit et le droit international et régional des droits de l'Homme.

La loi-type résume ce problème en prévoyant des services répressifs dont le rôle central est la protection de la vie, de la liberté et de la sécurité de la personne, le maintien de la sécurité publique et de la paix sociale ainsi que le respect de l'état de droit et des droits de l'Homme.

La loi-type prévoit, en outre, que les services de détection et de répression ayant le pouvoir d'arrêter et/ou de détenir des personnes doivent s'abstenir de priver arbitrairement toutes personnes de leur liberté et doivent garantir aux détenus les droits

procéduraux garantis par la loi, notamment la présomption d'innocence, le droit à la caution, le droit de contester la légalité de l'arrestation et de la détention.

En plus de ces droits procéduraux, la loi prévoit que les personnels chargés de l'application des lois doivent veiller à ce que toutes les personnes privées de liberté soient traitées d'une manière compatible avec la dignité inhérente à la personne y compris la séparation des catégories de détenus, la fourniture d'une nourriture adéquate (vêtements et hygiène et facilitation des visites des avocats, du personnel médical et de la famille).

Des protections spéciales doivent être accordées aux personnes marginalisées ou vulnérables et aux catégories de personnes qui bénéficient de telles protections prévues par la loi telles que les femmes, les mineurs et les personnes handicapées.

La loi-type exige que le personnel chargé de l'application des lois s'acquitte des obligations qui lui sont assignées par la loi de manière équitable, avec un degré élevé de responsabilité professionnelle et soit soumis à des restrictions en matière d'utilisation de la force et d'arme à feu ainsi qu'à une interdiction absolue de torture et d'autres mauvais traitements.

En reconnaissance du droit de réunion pacifique, le cadre juridique de la police doit établir un équilibre entre une gestion efficace de l'ordre public, de recours à la force et le droit de réunion pacifique.

Enfin, la loi-type prévoit des organes responsables de l'application des lois et établit des normes minimales en matière de recrutement, de transfert et de discipline, de formation et de respect, des interdictions de corruption et d'abus de pouvoir.

Maintenant, en parlant du contenu :

La loi-type comporte quatre parties :

Première partie : Objectif et définitions préliminaires :

Il y a des services de police assurant le rôle, fonctions et pouvoirs.

Le personnel de police assurant la nomination, la discipline, le renvoi et le transfert des officiers et sous-officiers.

Conduite et discipline :

Quatre annexes sont les conditions d'emploi, les pouvoirs d'entraide judiciaire et la responsabilité.

Pour la Partie I - Préliminaire, il y a une section 1 : on parle de l'objectif de la loi. Ça je vais le dire, les autres vous allez les voir dans le document.

Pour la section 1 : Objet de la loi-type :

L'objectif de la loi-type est d'établir une organisation de police y compris sa vision, sa mission, ses responsabilités et ses devoirs, conformément aux principes consacrés dans le droit international et régional contraignants, notamment la Charte de l'Organisation de l'Unité africaine et la Charte africaine de la citoyenneté, droits de l'Homme et des Peuples et leurs instruments d'interprétation et de subordination.

La loi-type pour la police en Afrique définit la vision de la police en Afrique en partant du principe que toutes les personnes en Afrique bénéficient des services de police qui exigent le respect et s'engage à faire en sorte que toutes les personnes se sentent en sécurité.

Pour renforcer la légitimité et la confiance avec la communauté, la vision de police insiste sur la nécessité de mettre en place les services professionnels dotés de ressources suffisantes et hautement qualifiés qui s'efforcent de protéger et de faciliter la pleine participation de tous les citoyens dans tous les domaines de la société et de l'économie et de la vie politique étayée par l'approche démilitarisée centrée sur la communauté fondée sur les droits et responsabilités.

La section 2 parle des définitions, les termes clés utilisés dans la loi-type sont définis conformément aux définitions adoptées et acceptées au niveau régional, notamment la Charte de l'Organisation de l'Unité africaine et la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ainsi que les instruments d'interprétation et de subordination.

La Partie II parle des services de police :

La loi-type est ensuite présentée en plusieurs parties.

La partie 2 définit le rôle et les pouvoirs de police et énonce son indépendance opérationnelle vis-à-vis de l'Exécutif qui définit l'orientation de police et le Pouvoir législatif qui élabore la législation et oblige, exception à rendre des comptes.

Je ne veux pas lire tout le contenu de la partie 2.

La partie 3 qui parle du personnel de police.

Division 3 : comme vous avez le document, je ne peux pas tout lire.

Mais en conclusion, au nom de la Commission Permanente des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme, on était fier de discuter de lois, de faire un peu un travail parlementaire.

Alors, au nom de la Commission Permanente des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme, je soumetts ce document à l'Assemblée plénière.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, Madame la présidente.

J'ai une liste d'intervenants devant moi. Mais je voudrais quand même reconnaître la nécessité pour les pays africains d'avoir une loi type. Notre police qui a été mise en place juste après les indépendances a hérité des tares des gardes publics qui étaient là lors de la colonisation.

C'est la répression et seulement la répression qui guide ses actions. Au moment où le continent est en train de se démocratiser, où la démocratisation étant devenue une réalité en Afrique, nous avons aussi besoin d'une police qui respecte les normes démocratiques. C'est pour cette raison que ces problèmes de police, je suis sûr, se posent à tous les pays d'Afrique, la police peut vous priver de liberté à tout moment. La police peut faire entrave à l'exercice de vos fonctions à tout moment ; donc proposer un projet de loi type, pour ma part est indispensable pour nos pays. Voilà le travail qui nous incombe.

La police n'est pas là seulement pour la répression. La police a un rôle éducatif, mais on se rend très vite compte que la police, chez nous, c'est la répression et la répression à outrance, même au détriment des lois qui régissent les droits humains. Elle inflige même parfois aux citoyens des traitements inhumains et dégradants.

Ceci étant donc, je vais donner la parole à ceux qui l'ont demandée, peut-être pour apporter des contributions ou des questions.

La première inscrite sur ma liste est l'honorable Dr Zalikatou DIALLO de la Guinée.

Honorable, vous avez la parole.

HON. BWEUPE MAXAS JOEL NG'ONGA [ZAMBIA]: Thank you, Mr. President. Let me pass.

M. LE PRÉSIDENT : La troisième personne est l'Honorable Ndabirabe Gélase Daniel du Burundi.

HON. GÉLASE DANIEL NDABIRABE [BURUNDI] : Merci Monsieur le Président, de m'accorder la parole.

Je n'ai peut-être pas pu entrer dans le vif de tout le texte. Cependant, à regarder les difficultés que rencontre la police aujourd'hui, ce sont peut-être des difficultés qui sont liées aux missions mêmes de la police. En tant que police de protection, elle doit protéger la population, mais aussi une police qui doit vivre comme la population, une police qui doit avoir des armes et tout cela devient un problème. En même temps, une police qui rentre dans le cadre de la démocratie, tout cela peut se comprendre comme difficultés qu'ils peuvent rencontrer. D'ailleurs, comme vous le dites, seule la loi-type est nécessaire, bien que tous les pays ne sont pas semblables ou ne sont pas identiques. Tout de même, s'il y avait une plateforme au niveau de cette loi-type, peut-être que ce serait meilleur.

Je n'ai pas beaucoup de chose à dire.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, cher collègue.

La parole est à l'honorable Joseph Yieleh Chireh du Ghana.

HON. JOSEPH YIELEH CHIREH [GHANA]: Thank you Mr Speaker. I am sorry *[Laughter]*. Sometimes, I confuse "Mr Speaker" with "Mr President" and it is because in some African countries some time ago, no other association or body can have a

President; they were all to be called “Chairmen” and not “President”, so sometimes when I get up, I confuse myself by saying President of the House.

Now, this is a very important model law because many countries have difficulty in having a police service that is serving people. But because of the definition of government, political parties, in particular those that are in power tend to confuse the power to enforce laws to do things. So, if you are an Executive and you have the Police; should you want to oppress your opponents, the Police are the ones to do so. It is a difficult thing for us sometimes to see the Police as independent and capable of treating other members of the society fairly. As long as you have a government that is not democratic and leaders who want to be tyrannical, there is no way the Police can perform their duties well.

In my country, for instance, there is a debate going on as to who should appoint the head of the Police and how are policemen to be transferred, promoted and so on. Some people think that it should not be the President who, through the Police Council – The Police Council currently is chaired by the Vice President of the Republic; so they are the ones who make the recommendations. People are saying that we should take it away from the government and have a body to appoint. Others suggest that we should have a nomination and then Parliament will decide on how the person is appointed - so that that person, after he is appointed, cannot be subject to control by the President. His promotion, his continuous stay in office will be determined by his performance; how well he is leading. So this model law, as far as I am concerned, is a very good suggestion, that would change ideas.

We have inherited these policemen from colonialism and their aim was to oppress us, the colonised people. After independence, the new leaders also think they should exercise the same powers. So if we in Pan-African Parliament, here in South Africa, decide that we should provide a basic model law for all countries to follow - and I will say a section of it. I can see that there is an attempt to make sure promotions, transfers and all others things are not conditional on how oppressive you can be to the opponents or people you do not like.

Police are very essential in our society; they need to ensure peace and security. They need to ensure that we have all these. We can make the law alright, but when we make this law and guide our countries to adopt portions of it in consonance with their constitutions - how their constitutions agree - it will help promote the interest of Police. I dare say that if we devote time to looking at this model law and recommending it for adoption, it will help us greatly because without the Police, we cannot sleep well.

Here, we sleep because the Police are outside and therefore, we must make the law that would also look at the incentives that we can give to them. What technical things we can assist them with, give them technology that can help them police all of us well.

Mr. President, I thank you for this opportunity.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Honorable Joseph.

Juste pour vous aider à ne plus faire la confusion. Je suis le Président du Parlement panafricain, que vous avez voté vous-mêmes et quand je ne suis pas là, il y a le président de séance. Donc, il faut toujours veiller à regarder qui est là, comme cela vous ne ferez plus de confusion.

Merci pour votre contribution qui est très importante.

Vous venez de soulever que la police a hérité d'un système colonial de répression. Il faut l'adapter au nouveau contexte.

Je vous en remercie et je crois que la Présidente a pris note.

L'honorable Alhagie S. Darbo de la Gambie, vous avez la parole !

HON. ALHAGIE S. DARBO [THE GAMBIA]: Thank you very much Mr. President, the Chairperson for Justice and Human Rights for the wonderful presentation. This model law could not have come at a better time than this in the sense that Police in Africa needs to be given that standard so that the populace would feel what the values of the police force entails. It is a wrong notion that whenever citizenry see the police, they feel threatened instead of being secure. That is something which is lacking in fully understanding what the fundamental roles and duties of Police are.

What is enshrined in this model law could be a guiding force in order to instill that in our society. It is very clear for a mission of the Police Service, the role of the Police Service, the general functions of the Police Service and powers of the Police Service. If these are followed to the letter, you will get what Police is, and the police will serve what it is supposed to serve. But here, this can only be executed if the personnel have the know-how. You should not limit police to people who are dropouts, but police should be people who should be well acquainted with the knowledge in the service, that is to say, the police need also to be educated.

Mr. President and Madam Chairperson, I am very much interested in Article 17—The Appointment of Head of Police Service. It is very clear that the Head of State or the Minister responsible should appoint the Head of the Police Service. When article 4 talks about the independence of the Service, here the appointment has something to do with the independence but it went further to say that under Article 17 (b), that subject to the recommendation of the body that is constituted by a special body where National Assembly and the Judiciary and likewise the civil society will make a recommendation for the appointment of the Head of the Police Service. I think that will be in line if the appointment will be solely in by the Head of the Ministry responsible or by the President. The independence of the Police Service of the Head will not be in question. But, if the recommendation must come from the National Assembly or the body that is constituted among the Judiciary and the National Assembly be represented, there will be that balance and control of the independence of the Head of the Police Service. To give terms to the Police Head is important and the term could also be extended to a further one term pending the performance of the Head, I think that is in line.

Now, the resignation and removal of the Head of the Police Service; in certain national constitutions, he who appoints has the right to dismiss. Yes in this case, the appointment of the Head of the Police Service is not solely in the hands of the Head of State or the Minister but based on recommendations, it is also a right that such a removal of the Head of the Police Service should be subjected to recommendation from the National Assembly. In this case, it is stated that the recommendation must come from the Minister to the National Assembly. I am concerned. Wont it also not be the other way around or it can be both way, instead of only from the Minister to the National

Assembly, it can also be from both the Minister or from the National Assembly. But, if you only limit to recommendation from the Minister to the National Assembly, what about if the Minister is not interested? It is obvious that the Head of the Police Service acted in a manner that warranted him to remove because the Minister is not interested. There is a gap. So, if both the National Assembly and the Minister can have the responsibility even if it arises to make their recommendation based on the stipulated conditions, I think that will be relevant.

Having said these observations that I have made on that, I welcome this move. If this is applied in our countries, certainly we will have a Police Service that will be independent, and the Police Service will not be there to serve the ruling government in power. Thank you.

M. LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup, je donne la parole à l'honorable Dr. Mathole Motshekga de l'Afrique du Sud. Honourable Dr. Mathole is not in the Chamber and now let me give the floor to Honorable Pupurai Togarepi from Zimbabwe.

HON. PUPURAI TOGAREPI [ZIMBABWE]: Thank you, Mr. President. I will read my text. The key issues addressed by the proposed Model Law, include, but are not limited to: issues of governance, human rights and justice. You will be aware, Mr President, that the African Continent has been under the spotlight from the international community for alleged abuses in the mentioned areas. To this end, it is my view that the Model Law once implemented would dispel all such allegations, as the Continent will have taken massive strides towards transparency.

The Model Law, honourable colleagues, spells out the role, function, powers, and duties of the police officers including appointing, promotion, and conditions of employment, resignation and retirement. If all this is in the public domain, AU Member states will have demystified allegations that in the past have attracted international attention. And in the case of Zimbabwe, the West has sponsored other people, including the opposition, non-governmental organisations - pushing for security reforms - over unwarranted allegations of malpractices in the security sector. The Model Law on policing cannot be viewed in isolation. It is very much linked to the debate that we have undertaken in this House on the subject matter of free movement of goods and people. With the free movement of goods and people comes the risk of cross-border crime which calls for

water-tight policing mechanisms. To this end, there is need for harmonisation of laws to condemn such crimes as the proliferation of small arms and light weapons as well as illicit financial flows.

In the case of Zimbabwe, Chapter 4 of the Constitution of Zimbabwe speaks to the Bill of Rights; addressing rights that range from the right to life, personal liberty, and rights of arrested and detained people as well as the right to human dignity. On this issue, we should also in our Model Law, consider that even the police officers have rights; anyone who is looking for rights must also give rights to others.

So those who clamour for rights must as well protect the rights of the police - those who are employed under the police service.

All these are fundamental provisions when one speaks of policing. In this regard, Zimbabwe is ready to embrace the Law as a Law that is aligned to our constitution that promotes respects and protects human rights.

Finally, we are living in a technologically advanced world where cyber security has become an everyday headline. It is envisaged therefore that in implementing the Model Law, there is need for the African States to advance their ICTs in the policing sector so as to deal with modern day crime. Above all, there is need to popularise the Model Law through interaction with Permanent Secretaries and Ministers in the relevant portfolios as well as all our Parliaments to enable acceptance and implementation of the Law for purposes of security of the Continent. I thank you.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now give the floor to Hon. Evangelina Filomena Oyo Ebule from Equatorial Guinea.

HON. EVANGELINA FILOMENA OYO EBULE [EQUATORIAL GUINEA]: Buenos días; gracias, Señor Presidente, todo lo que yo quería decir ya ha se dicho, así que solamente me queda felicitar a la ponente. Gracias.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. And now I want to give the floor to Honourable Abdulqadir Hassan Sulayman from Libya.

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME] :

Je vous remercie, Monsieur le président.

Je suis tout à fait d'accord, au nom de la commission que le parlement ne fait pas de projets de loi, mais des propositions de loi. Pour l'intitulé, je suis tout à fait d'accord. Merci.

Est-ce que je peux dire quelque chose ?

UN HONORABLE MEMBRE : Monsieur le Président...

M. LE PRÉSIDENT : Vous avez la parole.

Vous pouvez attendre Madame la Présidente ? J'ai entendu un collègue qui a dit Monsieur le président.

HON. KONÉ ABOUBACAR SIDIKI [CÔTE D'IVOIRE] : Monsieur le Président,

Tout en étant d'accord avec vous, il faudrait quant même dire ici que c'était un projet.

Donc, je proposerais que l'intitulé soit : « **Projet de proposition de loi** » parce que c'est quant même un projet de proposition de loi.

HON. JACQUES DJOLI ESENG'EKELI [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] : Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Je m'excuse de vous avoir interrompu. J'avais sollicité la parole et j'ai l'impression que vous avez clôturé le débat, alors je ne sais pas [...].

M. LE PRÉSIDENT : Non, je n'ai pas clôturé le débat.

Le principe ici, c'est cette liste et vous pouvez demander la parole en vous levant, mais je ne vous ai pas vu. Je m'en excuse.

HON. JACQUES DJOLI ESENG'EKELI [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] : Même moi, je n'ai pas voulu interrompre le cours. Si vous pouvez me [...].

M. LE PRÉSIDENT : Allez-y, allez-y, vous avez la parole !

HON. JACQUES DJOLI ESENG'EKELI [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] : Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour votre compréhension.

Monsieur le Président,

Je voulais m'associer à tous les autres collègues pour féliciter notre Commission des Affaires juridiques et des Droits de l'Homme, et particulièrement la Présidente pour sa présentation très synthétique qui nous a donnés les éléments structurants de ce texte.

Je crois, comme vous l'avez dit, c'est une loi importante qui traduit justement la conversion de notre système politique d'un État type colonial ou postcolonial à un État démocratique. Et la démocratie se lit essentiellement par le comportement de la police, par l'intériorisation par la police des principes des droits de l'Homme et donc d'une police au service [*Microphone éteint*], une police au service des individus ou d'un certain type de pouvoir.

Ceci dit, Monsieur le Président, je m'associe à vous pour insister, d'abord, sur la dimension philosophique que sur le plan technique d'articulation des textes. Il est important que dans une loi-type, et nous connaissons les difficultés des lois-types, ce sont des lois d'harmonisation et l'harmonisation n'est pas facile surtout lorsqu'on va dans les détails. Je crois qu'il faut rester dans ces lois-types, dans ces lois uniformes sur un certain nombre de principes parce que lorsqu'on entre trop dans les détails, comme quelqu'un l'a dit hier, le diable est dans les détails, nous risquons de nous trouver dans une situation de quiproquo.

Donc, insister sur la philosophie, sur le caractère démocratique de la police et cela va nous amener à insister sur la formation, sur l'état d'esprit de ces policiers qui doivent quitter les postures anciennes pour des postures innovantes.

Un autre élément qui est consécutif à cela, c'est lorsqu'on voit ce travail appréciable de notre Commission, en entrant dans les éléments techniques on risque de briser la dichotomie entre ce qu'on peut appeler les dimensions législatives. Il y a des questions ici d'une proposition, surtout d'un projet de loi où on doit rester sur un certain nombre de principes et ne pas aller dans les éléments qui sont du domaine du règlement parce que chez nous, du moins dans le système qui est le nôtre, et c'est cela les difficultés d'harmonisation, il y a des questions qui restent du domaine de la loi et d'autres qui sont prises en charge par le règlement.

Une autre difficulté que j'ai pu constater, c'est la question de vocabulaires. Cela est consécutif, n'est-ce pas, à la [*Temps de parole épuisé*].

M. LE PRÉSIDENT : Une minute !

Une minute ! Allez-y !

HON. JACQUES DJOLI ESENG'EKELI [RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO] : Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Sur la traduction « **Équipements de protection** », par exemple à la page 2, on dit « **Équipements de protection appropriés et non meurtriers** ».

Non, Monsieur le Président, rien ne doit être meurtrier. Ce sont des armes non létales, c'est-à-dire des armes qui ne permettent pas à la police d'utiliser des armes à feu qui peuvent amener à la mort. Qu'elles soient moins meurtrières ou plus meurtrières, Monsieur le Président, c'est un vocabulaire qui peut être un peu dangereux.

C'est comme aussi à la page 3, on parle de la « **prétendue infraction** », je crois qu'il y a de petits détails comme ceux-ci : « **Infractions présumées ou prétendues** », c'est pratiquement une traduction littérale de l'anglais.

Donc, sans aller trop dans les détails, je crois qu'on a souligné la difficulté de la nomination. Dans ce texte, on dit que les chefs de la police devraient être Commissaires, d'autres nommés par le Parlement. C'est un peu difficile ! C'est vrai que le Parlement peut avoir un mot à dire, mais nous sommes dans un système où nous sommes beaucoup plus en face de la responsabilité ministérielle, responsabilité politique des ministres et tout cela, c'est un problème d'école qu'il faudra, et ce sera ma conclusion, aller vers ce qu'un collègue, je crois de la Guinée, a dit, vers une plate-forme. Cette plate-forme va essayer de voir les pratiques néfastes ou des bonnes pratiques et qui va nous emmener à avoir ce qu'on peut appeler une loi uniforme, mais une loi d'harmonisation. Sinon nous entrerons dans ces lois-types, mécaniques qui, finalement, risquent de rebuter nos Exécutifs qui, nous le savons tous, chaque fois qu'ils sentent que nous voulons entrer dans leurs plates-bandes, ils se rebiffent et cela cause un problème à notre Parlement qui est l'organe consultatif qui doit avancer avec beaucoup plus de prudence.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Merci beaucoup.

Madame la Présidente, voulez-vous dire quelque chose ?

HON. IGNATIENNE NYIRARUKUNDO [PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME]:

Monsieur le président, merci pour la parole.

Les interventions, sont des appuis.

Mr President...

AN HONOURABLE MEMBER [LESOTHO]: Mr President, I am here. Are we still going to be allowed to say just a word or two after her intervention? Are we still going to be given the opportunity to say a thing or two?

MR. PRESIDENT: You have the floor now. You cannot take the floor after the Chair.

AN HONOURABLE MEMBER [LESOTHO]: Thank you very much, Mr President for this opportunity. I will be very brief. Indeed, the Pan-African has to be commended for this initiative. I wish to congratulate the Chairperson for her presentation of this important instrument - Draft Model Police Act - which is intended to safeguard the safety of our people and their property as well as protection of human rights.

Mr President, to us in Lesotho, this has come at the right time when our country is in the process of general reforms, which should include the reforms of security forces. And we believe much guidance will be derived from this document, which is a product of wider consultations, thorough research and input from experts with requisite skills. I have taken note of what was mentioned earlier, Mr President, which is the issue of accountability; that the Police have to be made accountable for their actions. In most cases when the Police have acted illegally, it is the State which is taken to task and thus resulting in huge sums of tax payers' moneys and this encourages the Police to act with impunity.

This instrument is going to serve as a deterrent for such behaviour from officers in such positions of responsibility.

I thank you, Mr President.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

Honorable Présidente, vous avez la parole !

Merci, bonne contribution !

HON. IGNATIE NNE NYIRARUKUNDO [PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DES DROITS DE L'HOMME] :

Merci beaucoup pour la parole.

Je remercie les collègues qui ont donné les contributions. Je vais parler sur deux choses. C'est l'importance de la loi en soi tout le monde est d'accord, mais aussi une loi type a des limites.

Pour Honorable Daniel, on le remercie de tout cœur, les difficultés qu'on a datent des années, mais ce qu'on voulait c'est que, il y a des avancées dans certains pays, il y a d'autres qui ont avancé en moyenne je dirai, il y a d'autres qui n'ont pas fait de progrès, on ne voulait pas harmoniser, mais on voulait donner des références ou on peut s'appuyer sur ce document pour améliorer ces lois. Ce n'est pas pour changer des lois ou pour harmoniser copier-coller, faire le même abus pour tout le monde, ça ne peut pas se faire, mais c'est une façon de contribuer ou ajouter ce qui n'a pas été fait.

Pour l'Honorable du Ghana, l'Honorable Chireh du Ghana, il parlait de l'organe...ok! Il disait : maintenant vous allez vers les choses qui ne sont pas importantes, disons les nominations, les transferts, mais chaque institution a des droits, Institution publique a des droits, mais aussi elle a des devoirs.

Les policiers aussi doivent être protégés même s'ils doivent protéger les autres, mais eux aussi, pour accomplir leurs fonctions il faut que la police en soi soit protégée.

Honorable de la Gambie parle du rôle de la police. L'article 17 est claire, il parle sous réserve d'un processus ouvert, transparent et concurrentiel, tel qu'établi par le Règlement, le Parlement peut nommer le Commissaire de Police" on était conscient que ça ne peut pas être la même chose partout. C'est pour cela qu'on a dit que s'il n'y a pas d'autres processus ouverts dans ce pays, le Parlement peut..., il y a des Parlements qui le font maintenant, il y a d'autres qui ne le font pas, ce n'est pas une obligation. Mais au cas où c'est possible, c'est le Parlement qui représente la population nomme le Chef de Police, ça serait l'idéal pour nous.

Pour Honorable du Zimbabwe, le continent, les abus, chaque institution a des droits et des devoirs. L'intégration nécessite la lutte contre les violences, ça c'est vrai, on pensait aussi aux policiers, tu vois maintenant on a des policiers qui sont là pour la paix dans d'autres pays, ça aussi on n'avait pas quelque chose qui régisse cela. Ils quittaient leurs pays, ils allaient dans un autre pays pour la sécurité des africains, c'est bien, mais il faut aussi qu'ils soient protégés et puis qu'ils aient ce qu'ils vont faire là bas que ça soit bien clair pour que ça soit bien fait.

Pour l'intégration aussi, on nécessite une lutte contre les violences transfrontalières c'est vrai, la prolifération des armes, alors si on ouvre les frontières, si on parle du mouvement libre des personnes, on ne va pas dans un pays africain pour se faire maltraiter ou ne pas se faire respecter. Au fait, ça complète d'autres initiatives qui ont été faites au niveau de l'Afrique à savoir l'intégration, avec tout ce qui va avec.

Honorable de la République Démocratique du Congo a dit qu'il faut la dimension philosophique, c'est vrai, mais la formation professionnelle c'est vraiment important. Des fois, ils font des choses pas parce qu'ils ne veulent pas, mais c'est ça qu'ils ont appris, c'est ça qu'ils ont. La formation est alors importante comme droit et aussi pour pouvoir exercer les fonctions.

Le domaine Législatif, on peut dire, mais ce sera difficile mais je comprends, on ne va pas exiger quoi que ce soit, c'est un document d'inspiration, c'est un document de référence ce n'est pas un document obligatoire que tout pays doit adopter tel qu'il est.

Honorable de Lesotho dit que dans son pays, on est en train de faire des réformes, on est heureux d'apprendre ça, et le texte va inspirer.

Je vous remercie Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

Je voudrais ajouter à la suite de la Présidente pour notre collègue, pour nous tous, notre entendement, pour vous dire que les différents textes qui sont adoptés à l'Union africaine passent par les Ministres de la Justice et les Procureurs généraux pour s'assurer de leur constitutionnalité.

Donc, tout texte qui viole les dispositions constitutionnelles d'un pays ne peut pas être adopté à l'Union africaine. Donc, tout ce que nous faisons ça va attendre, si cela doit progresser, pour arriver aux chefs d'États, on sera obligé de convoquer les Ministres de la Justice et les Procureurs généraux pour qu'ils donnent leurs avis par rapport aux constitutions des différents pays.

Donc, c'est un long processus et l'organe chargé de faire cela s'appelle le Comité technique spécialisé de l'Union africaine. Donc, aucun texte et c'est pour cela que je vous ai dit dans la plaidoirie que nous faisons il est clairement dit que nous n'allons pas légiférer de nous-mêmes. Même lorsque nous faisons une proposition de loi il faut encore que cela arrive chez les chefs d'États et qu'ils acceptent. Comme le Ministre l'a dit tout à l'heure, nous pourrons faire un projet de proposition de loi, quand les chefs d'États ont accepté cela devient proposition de loi. Par contre, eux ils feront directement le projet de loi.

Donc, pour dire que tout ce que nous disons ici est vrai et cela rentre dans le contexte, mais il faut quand même prendre l'initiative de faire, parce qu'à ne pas faire aussi ce n'est pas bon.

Donc, pour ma part, je voudrais mettre aux voix le projet de proposition de loi-type sur la Police.

Pas d'observation ? Pas de remarque ?

La Chambre prend note. [*Coup de maillet*].

Merci beaucoup.

Monsieur le Secrétaire général, vous avez la parole pour le point inscrit à l'ordre du jour de nos travaux.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Le point suivant inscrit à l'ordre du jour est la présentation et débat sur le rapport relatif au projet de loi-type sur le handicap.

M. LE PRÉSIDENT : Je donne la parole à l'Honorable Lucia Mendes dos Passos, présidente de la Commission permanente de l'égalité en genre, de la famille, de la jeunesse et des personnes handicapées, à faire sa présentation.

Honorable, vous avez la parole.

HON. LÚCIA MARIA MENDES GONÇALVES DOS PASSOS [PRESIDENTE DA COMISSÃO DO GÉNERO, FAMÍLIA, JUVENTUDE E PESSOA COM DEFICIÊNCIA]:

- Muito obrigada Senhor Presidente por me conceder a palavra.

Tradução está a funcionar?

Cumprimento a si Senhor Presidente e a todos os colegas Deputados e Deputadas, Senadores, Colaboradores do Parlamento Pan-Africano, Profissionais da Comunicação Social e os nossos Intérpretes.

Permita-me, Senhor Presidente, quebrar o Protocolo para cumprimentar em especial a ADA (African Disability Alliance) pela assistência técnica e financeira, e ainda cumprimentar a toda a equipa técnica que trabalhou com o Parlamento Pan-Africano através da Comissão de Género, Família e Juventude e Pessoas com Deficiência na elaboração deste Projecto de Lei-Modelo Africano sobre Deficiência que vai nos permitir tirar as pessoas com deficiência do abandono que muitos se encontram.

Senhor Presidente

Caros Colegas

No âmbito da realização das suas actividades, o Parlamento Pan-Africano trabalha em estreita colaboração com a sociedade civil e as organizações comunitárias. Esta colaboração visa garantir uma participação efectiva dos povos africanos nos processos de tomada de decisão, assim como a integração e o desenvolvimento económico do continente.

O alcance desse objectivo passa nomeadamente pela harmonização das leis e de políticas que protegem os interesses e os direitos de todos os grupos da sociedade, em particular os dos grupos vulneráveis como as mulheres, as crianças e as pessoas com deficiência.

Assim, com o objectivo de promover a implementação acelerada de iniciativas continentais, um Plano de Acção Continental para a Década Africana das Pessoas com Deficiência foi adoptado pelos Chefes de Estado e do Governo da União Africana para o período 2010-2019.

No final desta década, os Chefes de Estado e do Governo adoptaram em Janeiro de 2018, o Protocolo relativo aos Direitos das Pessoas com Deficiência cuja entrada em vigor requer apenas 15 ratificações.

Neste momento 5 países já fizeram a assinatura, nomeadamente: África de Sul, Burquina Faso, Gabão, República Centro-Africana e Togo, mas nenhum país ainda ratificou o presente Protocolo. Aproveito esta oportunidade para encorajar a todos os colegas para o trabalho de advocacia e fiscalização para a assinatura e ratificação do Protocolo pelos nossos países.

A adopção do processo do Protocolo relativo aos Direitos das Pessoas com Deficiência está na base da iniciativa tomada pela Comissão de Género, Família, Juventude e Pessoas com Deficiência do Parlamento Pan-Africano de elaborar um Anteprojecto Africano de Lei-Modelo sobre a Deficiência em colaboração com a ADA e contou também com a participação da Comissão da Saúde e Trabalho e Assuntos Sociais a quem deixamos os nossos agradecimentos ao Senhor Presidente e a todos os elementos desta Comissão.

Este Projecto de Lei-Modelo justifica-se igualmente pelas disposições do artigo 1º da Carta Africana dos Direitos Humanos e dos Povos que estipula que os Estados reconhecem os direitos, os deveres e as liberdades contidas na Carta e comprometem-se em adoptar medidas normativas ou outras para as aplicar. Além disso, a Lei-Modelo servirá de instrumento de promoção e de protecção dos direitos e da dignidade das pessoas com deficiência. Por conseguinte, contribuirá de maneira significativa para eliminar a desvantagem social dessas pessoas e promover a sua inclusão total na vida política e socio-económica, cultural e em condições de igualdade, de oportunidade ao nível nacional, continental e internacional.

No plano legal, este Projecto de Lei-Modelo tem uma base jurídica tanto africana como internacional, no sentido em que as disposições nelas contidas encontram a sua fonte nos tratados e princípios regionais internacionais.

Trata-se nomeadamente de:

- O Programa de Acção Mundial referente `as Pessoas com Deficiência;

- Do Plano de Acção Continental da União Africana de 2002 para Década Africana das Pessoas com deficiência e o da segunda década Africana das Pessoas com Deficiência;
- O Tratado da Comunidade de Desenvolvimento da África Austral (SADC);
- O Protocolo relativo ao Direito da Mulher – Protocolo de Maputo;
- A Carta Africana dos Direitos Humanos e dos Povos;
- O Pacto Internacional sobre os Direitos Económicos Sociais e Culturais;
- O Pacto Internacional sobre os Direitos Civis e Políticos;
- A Convenção Internacional sobre a Eliminação de Todas as Formas de Discriminação Racial;
- A Convenção sobre a Eliminação de Todas as Formas de Discriminação contra as Mulheres;
- A Convenção contra a Tortura e Penas e outros Tratamentos Cruéis, Desumanos e Degradantes;
- A Convenção sobre os Direitos da Criança;
- A Convenção Internacional sobre a Protecção dos Direitos de todos os Trabalhadores Migrantes e Membros das suas Famílias e, por fim, o Tratado de Marraquexe para facilitar o acesso de obras publicadas para as pessoas cegas, com deficiência visual ou com outras dificuldades de aceder ao texto impresso adoptado pelos Estados-membros da Organização Mundial de Propriedade Intelectual (OMPI).

Caros Colegas

O objectivo principal deste Projecto de Lei é o de permitir que os Estados-membros se dotem de um instrumento jurídico que servirá de quadro de orientação para lutar contra todas as formas de discriminação e obstáculos que afectam as pessoas com deficiência, enquanto membros iguais da sociedade.

O Projecto de Lei sobre Deficiência teve um processo e seguiu várias etapas em conformidade com o roteiro adoptado pelo Parlamento Pan-Africano relativo a

elaboração de uma Lei-Modelo. Por isso, um Conselho Consultivo foi constituído para fazer acompanhamento das diferentes consultas regionais com vista a recolher subsídios das populações africanas e dos grupos alvos que serão abrangidos por este instrumento.

O Conselho Consultivo foi constituído em Março de 2018 durante a reunião conjunta da Comissão de Género e da Comissão da Saúde, do Regimento e da Aliança Africana Desabilitada, parceiro técnico e financeiro.

O papel deste Conselho Consultivo era de fazer o acompanhamento do Projecto de Lei-Modelo e foi composto da seguinte maneira: 10 membros da Comissão de Género que é a Comissão piloto, 1 membro da Comissão da Saúde, 1 membro da Comissão de Regimento, 1 membro do Grupo Regional e 4 representantes do Parceiro ADA.

Em termos de conteúdo do presente Projecto de Lei-Modelo

O Projecto de Lei-Modelo que os colegas têm em mão foi actualizado com base nas contribuições recebidas dos Parlamentares, dos peritos e da sociedade civil e articula-se em torno de 6 capítulos e 50 artigos divididos da seguinte forma:

Capítulo I – Preâmbulo, artigos 1-6

Capítulo II – Direitos e Bem-estar das Pessoas com Deficiência, artigos 7-28

Capítulo III – As Obrigações e Deveres de Estado, artigos 29-38

Capítulo IV – Género, Idosos, Crianças e Jovens, artigos 39-42

Capítulo V – Implementação, Coordenação e Monitorização, artigos 43-46

Trata-se de coordenação de monitorização dessa discussão desta Lei-Modelo no seio dos Estados-membros.

Por último, Capítulo VI – as Disposições Gerais – artigos 47-50.

Senhor Presidente

Caros Colegas

A elaboração deste Projecto de Lei Africano sobre a Deficiência não seria possível sem o envolvimento dos grupos visados e dos principais interessados. Também em

conformidade com a Resolução do Parlamento Pan-Africano adoptada em Kigali após a primeira leitura deste Projecto foram organizadas consultas regionais em 5 regiões do nosso continente.

O objectivo destas consultas era de apresentar ou colher as opiniões de todas as partes interessadas a fim de enriquecer o conteúdo do Projecto de Lei-Modelo, partilhar as experiências sobre as medidas jurídicas e políticas nacionais e subregionais que promovam o interesse das pessoas com deficiência e impregnar-se da abordagem adoptada pelas organizações da sociedade civil e de outras partes interessadas para ultrapassar os obstáculos que trazem a implementação efectiva das diversas regulações nacionais relativas aos direitos das pessoas com deficiência.

Sensibilizar as autoridades dos países anfitriões e de todas as regiões sobre a necessidade de ratificar o Protocolo relativo aos Direitos das Pessoas com Deficiência em África e a importância deste Projecto de Lei-Modelo.

As consultas aconteceram na África do Norte, na África Oriental, África Ocidental e Central e África Austral.

Recomendações

No final dessas consultas, o documento foi revisto para incorporar as emendas a fim de reflectirem as aspirações dos principais beneficiários.

Neste sentido, a Comissão de Género, Família, Juventude e Pessoas com Deficiência recomenda ao Parlamento Pan-Africano para adoptar este Projecto de Lei durante a Sessão Plenária de Outubro de 2019 e para o submeter junto da União Africana, aquando da sua próxima Conferência dos Chefes de Estado e do Governo em Janeiro de 2020 em Addis Abeba, Etiópia.

Promover a ratificação do Protocolo relativo aos Direitos Humanos das Pessoas com deficiência;

Promover, além disso, o Projecto de Lei-Modelo com vista a sua predisposição para o ordenamento jurídico nacional nos Estados-membros para o reforço das legislações;

Adoptar um mecanismo de monitorização e da avaliação da implementação da disposição deste Projecto de Lei-Modelo.

Para terminar senhor Presidente, gostaria de lembrar que foi também a vontade da sociedade civil termos um questionário africano único para recolha de informações estatísticas que poderá ser denominado questionário de MIDRAND ou qualquer outra cidade onde ela for aprovada ao invés de estarmos a utilizar o questionário de Washigton que é muito distante das nossas realidades culturais.

Caros Colegas

As pessoas com deficiência não precisam da nossa compaixão, mas sim da nossa paixão, bom humor e da vontade política para colocar a questão da deficiência nos centros das decisões políticas dos nossos respectivos países. Ela deverá ser considerada uma prioridade porque estamos a falar da dignidade da pessoa humana e também é uma questão de justiça e inclusão social e de direitos humanos. Precisam de vara para pescar e não do peixe para poderem ganhar a sua autonomia para auto-sustento e o sustento das suas famílias com dignidade.

Lembrem-se que qualquer um de nós é candidato a viver com deficiência em fracções de segundo. É uma questão de sorte ou de azar na vida.

Senhor Presidente

Tratando-se de um Projecto de Lei que representa toda a população solicitamos a aprovação da Resolução para adopção da presente Lei-Modelo e que o processo da sua aprovação continue ao nível da União Africana.

Muito obrigada pela vossa atenção.

Aplausos

M. LE PRÉSIDENT : Le débat général est ouvert !

(Coup de maillet)

La première personne inscrite sur ma liste est l'honorable Pemmy Majodina de l'Afrique du Sud.

HON. PEMMY CASTELINA PAMELA MAJODINA [SOUTH AFRICA]: Thank you very much, Honourable President, and Members of this House.

Hon. President, let me first and foremost welcome this very important draft model which will be able to take us forward in terms of integration of all people with disabilities, and to integrate them in the law-making as we embrace their slogan, “I caught nothing about us without us.”

I wish to inform this august House that in South Africa, in terms of our electoral act, we make it a requirement that each and every political party must bring people with disabilities in its list for them to be Members of Parliament. I think we must act swiftly as Pan-African Parliament that out of the five members from each country there must be a person with disabilities if we are really to have them as part of this Parliament.

We also have employment equity which says that between 2% and 7% of senior positions must be filled by people with disabilities – be it Members of Parliament or the staff. I have looked around at the staff of Pan-African Parliament but we are not complying as well in that there is not a single person with disabilities in our own Parliament. We must walk the talk, as Pan-African Parliament.

In every sitting Parliament in South Africa, we make it a point – it is a requirement that must have a language interpreter in all the proceedings of Parliament. Having signed the protocols, we have further signed the United Nations Convention on People with Disabilities. That shows and demonstrates our commitment. And this draft model will be able to assist us.

On another matter, President, I want to make a special call that in light of the fact that there are only five countries of the AU that have signed the protocols, we must allocate a day of accountability for all Members that are here to be able to come and report to this Session, how far did we go as countries in ensuring that we sign and we have ratified protocols and also we embrace the rights of people with disabilities.

As I conclude, Chair, all our construction sites and building are meant to be user-friendly for people with disabilities. I think, as countries, we must also do that.

Lastly, we wish to condemn all attacks on people with disabilities, especially those who have albinism. Because albinism is another form of disability and they must be respected and be treated with dignity.

I thank you, Honorable President. *(Applause)*

M. LE PRESIDENT: Thank you very much, Honourable Member, and now I would like to give the floor to Honorable Alhagie S. Darbo from Gambia.

HON. ALHAGIE S. DARBO [THE GAMBIA]: Thank you very much, Mr. President. Again, this presentation to me is also very highly welcome in the sense that I noted the presenter mentioning that only five countries in Africa ratified the Protocol on People with Disability. It is not a surprise to me that my country is not a signatory to this Protocol. My country is still battling to lay before the National Assembly the much talked about Disability Act. If we cannot present that to the National Assembly, I have no doubt that we will not be submitted to the Protocol. But, the coming of this model law will now compel us to inspire the Protocol and then do as much as possible to pass our Disability Act. Furthermore, we will commit ourselves as a nation to ratify the Protocol. To me, disability is not inability. The disabled people are simply differently able. They need that conducive environment and facilities to exercise and enjoy their fundamental rights as the able-bodied. This cannot come if you do not have stipulated laws that can guarantee them to enjoy and exercise those rights. Therefore, the coming of this model law will now compel all Member States to revisit their Disability Acts and above all, to ratify the Protocol for our sisters and brothers to enjoy their fundamental rights as we do. Thank you.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon. Felisberto Alves Vieira from Cape Verde.

HON. FELISBERTO ALVES VIEIRA [CABO VERDE]: - Bom dia a todos.

Muito obrigado Senhor Presidente por me ter concedido a palavra.

Em primeiro lugar, gostaria de felicitar a Senhora Presidente da Comissão de Género, Família, Juventude e Pessoas com Deficiência pela excelente apresentação e dizer que é também um momento importante nesta nossa Sessão Ordinária da Terceira Legislatura do Parlamento Pan-Africano.

Vários instrumentos já foram aqui adoptados e esta Proposta de Lei-Modelo é uma Proposta especial por se tratar de uma população também especial que exige de todos

nós, como disse a apresentadora, não compaixão mas paixão, amor para valorizar ainda mais a dignidade dessa população com necessidades especiais.

É um momento também para avaliar o impacto da Convenção das Nações Unidas e a Carta Africana sobre os Direitos Humanos especificamente em relação às pessoas com deficiência.

Dizem os estudiosos que a África está muito longe de dar respostas sustentáveis à comunidade que vive com deficiência, mas nós aqui estamos a dar hoje um passo importante que é permitir a adopção desta Lei-Modelo para que os Estados-membros possam adoptá-la no sistema jurídico nacional, no sistema jurídico regional com vista a uma ordem social mais justa, a construção de um conjunto de políticas sociais e outras mais sustentáveis e mais humanizáveis.

É fundamental garantir e assegurar o pleno exercício de liberdades, garantias e direitos políticos, sociais e cívicos das pessoas com deficiência, mas garantir também políticas que visam o seu bem-estar, a sua segurança, a sua protecção e a sua qualidade de vida. Portanto, reputo de grande importância esta Proposta de Lei-Modelo para harmonização dos ordenamentos jurídicos nacionais de todo o quadro de Convenção sobre os Direitos das Pessoas com Deficiência e também porque dará mais força ao Instituto Africano de Reabilitação que foi instituído em 1995 por ter feito um excelente trabalho nesta matéria.

Termino, Senhor Presidente, reafirmando que fundamentalmente é mais humano, eticamente mais responsável em relação às pessoas com necessidades físicas especiais para que possamos atender as suas necessidades, reforçar a sua dignidade, a sua autoconfiança e garantir a plena participação cidadã na vida política social, económica e cultural dos nossos países e do nosso continente.

Disse.

Aplausos

MR. PRESIDENT: Now let me give the floor to Hon. Joseph Yieleh from Ghana.

HON. JOSEPH YIELEH CHIREH [GHANA]: Thank you, Mr. President. I also feel that we must commend the Chairperson and the Committee from Disability which worked

jointly with the Health, Labour and Social Affairs Committee and the Rules Committee to bring this model law up to this stage. It is very commendable for this Parliament to be talking about this currently. Several countries including Ghana pass persons with disability laws. In the case of Ghana, this law was passed in 2006 and as soon as the law was passed, various academics and people from disability associations immediately pointed out some omissions in this Act. And one of them was the omission in the Act of the Equality or Non-discriminate clause and from what has been provided for in this model law, everything has been taken into consideration. Many laws that have passed by African countries were taken on board and new ideas have come up. I believe that with these consultations which were also done on the regional basis and for the efforts of many people including experts and parliamentarians. This law has addressed quite several omissions in the previous Acts. These laws were passed based on conventions, protocols and treaties. At that time, the problem of terminology has always been a serious one. What should we use to determine persons with disability? So, at one stage it was physically challenged, and another stage, it was disabled persons, but now with this model law we have come to some processes of some understanding. Because we involved in the process the people who suffer various disabilities. Apart from the equity or parity issue of non-discrimination, as provided for in many of our constitutions, it is also the fact that even within disabled persons you have, particularly women and children and the aged, who are affected and I am very happy to see that in this model law this issue has also been addressed.

What I would further say here is, for us all to go back and impress upon our parliaments to amend or enact, as some of them have not yet passed the bill of the Act, to look at this model law very seriously. Indeed, the recommendation from the Chairperson is for us to pass it on so that the African Heads of State will adopt it. Let us do it urgently, because it is going to help those who say they are to amend and those are in the making law to be effective. The issue of disability is one that at any time, even those who are strong today, can become disabled. It is important, therefore, for society to give them rights and enforceable ones and so in this proposed bill what you can see is the responsibility of the State to disabled persons and how these are enforced. Unfortunately, in the model law, there are sanctions for violations, and I believe that if

we get every country to adopt a model of this law according to what we have proposed, then it means that people can be held responsible, people can become liable for an infringement upon the law when it is passed.

Mr. President, I believe that we all owe it a duty as people who are making laws to ensure that this law gets the support of our Heads of State. So, each one of us as we go back, the unfinished business of the ratification of the additional charter on the People with the Disability and likes of it, people of Africa should be pursued. On this note, I commend the Chairperson and the Committees that have worked on this. Thank you, Mr. President.

MR. PRESIDENT: Thank you very much, Hon. Chireh. I now give the floor to Hon. Maria Augusta Correia from Angola.

HON. MARIA AUGUSTA LEONEL CORREIA [ANGOLA]: - Muito obrigada Senhor Presidente pela oportunidade que me concede em poder tecer algumas considerações acerca da Lei em discussão.

Felicito, em primeiro lugar, a Comissão do Género pelo esforço empreendido para divulgação de tão importante Lei-Modelo de Deficiência da União Africana, sendo um instrumento jurídico que defende os direitos fundamentais da pessoa humana.

Este mundo luta para a inclusão da sociedade adoptando políticas para que as pessoas possam sentir-se parte integrante de qualquer sociedade.

Todos são iguais perante a Lei, sem distinção de qualquer natureza. Deverá ser competência dos Estados cuidar da saúde e assistência pública, da protecção e garantias das pessoas deficientes, habitação e a reabilitação das pessoas com deficiência e promoção da sua integração na vida comunitária.

O princípio da igualdade é considerado um dos princípios basilares, o qual tem como fundamento promover o tratamento igualitário entre os indivíduos levadas em conta as diferenças entre eles. Este princípio que também é conhecido como princípio da isonomia surge com o objectivo de corrigir as injustiças sociais históricas provenientes do tratamento igual que não pode ser disponibilizado a uma pessoa com deficiência.

O Estado angolano aprovou para adesão a Convenção sobre os Direitos das Pessoas com Deficiência.

A implementação desta Convenção decorre no âmbito da execução das políticas públicas, tendo em conta os compromissos assumidos...

Interrupção

Problemas de som

...portanto, dizia eu, que o Estado angolano aprovou para adesão a Convenção sobre os Direitos das Pessoas com Deficiência, a implementação desta Convenção decorre no âmbito da execução das políticas públicas, tendo em conta os compromissos assumidos a nível interno e internacional, visando criar condições indispensáveis para a sua realização efectiva dos direitos civis, políticos, económicos, sociais e culturais da pessoa com deficiência consagrados no ordenamento jurídico angolano e nos instrumentos jurídicos internacionais de direitos humanos.

A ADA em Angola deu um grande contributo para efectivação desta Lei-Modelo e tem estado a trabalhar com o Estado para a sua adopção.

Os dados do Censo Geral de 2014 aponta a existência de 656 258 residentes em Angola que são pessoas que vivem com deficiência com uma prevalência de 2,5% do total da população das quais 365 858 são do sexo masculino perfazendo 56% e 290 400 do sexo feminino perfazendo 44%.

Os efeitos de mais de quatro décadas de conflitos armados contribuíram para elevado número da existência de pessoas com deficiência, portanto, este instrumento jurídico deverá ser adoptado para protecção e promoção dos direitos das pessoas com deficiência tal como oportuno no seu artigo quarto.

Muito obrigada.

MR. PRESIDENT: Now, I want to give the floor to Hon. Evelize Fresta from Angola.

HON. EVELIZE JOAQUINA JOAQUIM DA CRUZ FRESTA [ANGOLA]: - Obrigada Senhor Presidente.

Tudo o que queria dizer já foi dito. Felicito a Comissão de Género, Família e a equipa que trabalhou neste importante instrumento.

MR. PRESIDENT: I now give the floor to Hon. Bweupe Maxas Joel Ng'onga from Zambia.

HON. BWEUPE MAXAS JOEL NG'ONGA [ZAMBIA]: Thank you, Mr. President for this opportunity to add some words on this important Model Law on Disabilities. Mr.

President, following the adoption of the continental plan of action for the African Decade of Persons with Disability between 2010 and 2019, and also following the adoption of the Protocol for the African Charter on the Human and Peoples' Rights on the Rights of Persons with Disabilities the decision by the Pan-African Parliament to develop the Model Law on Disabilities is a very welcome move and extremely very important and therefore, Mr. President and Your Members of Parliament, must be commended for this action. I also commend, Mr. President, the Chairperson on the Committee on Gender and the other Committees that work together with them, Health and the Committee on Rules, in order to come up with this Model Law. Mr. President as you may be aware, this Model Law will not only relieve all forms of discrimination and obstacles but also it helps to give a chance or impetus to those African countries that may not have yet formulated their own state laws on people living with disability.

In Zambia, Mr. President, we have a law on people living with disability and this Act was adopted in 2010 and we have also a Council on Disability which oversees enforcing the Act. Unfortunately, Mr. President the law is in place but the enforceability of it is something else, we are not able to enforce it adequately as required. So being part of this group during the consultation, Mr. President, I was amazed to see that there are also other forms of disabilities which may not be very much in the eye especially in this part of the world, Central Africa, the silent part of Africa, especially the people with small bodies. Please bear with me if that is not the correct word that is used in the moment's lecture, but these are people who basically are suffering quite a lot of consequences and discrimination. They have human rights; they have things they require to have in order to live perfect as able-bodied people. So, a law like this coming into place, Mr. President, would be able to address many forms of discrimination that may be happening in areas where such people are. One of the things that came to light, Mr. President, is the inadequacy or unavailability of data and statistics. In most nations, including probably my country Zambia, we may not have all the necessary statistics on numbers of people with disability let alone the aggregated data on it. So, a law like empowers the state or requests the state to ensure that they put in place adequate measures to get data, that is, statistics you can use in decision making. How do you make decisions if you don't even know how many people that are blind, or are albinos,

or maybe that even within our African context, it is very possible that even now, in most rural places, you find that people hide their children that are born with disabilities.

Therefore, States must be encouraged to ensure they have statistics that are important. Mr. President, let me also join those who urging Members of Parliament because we have a duty to ensure that we impress at home our executive wings of government to bring the protocols to Parliament so that this is where parliaments ratify, able to be ratified so that this Protocol and these laws can come into effect. Only 15 African countries are required to sign and ratify and as we speak, Mr. President, only five have done that. It is a shame for the African continent. I think we must take this very seriously to ensure that our colleagues, even if we are all potentially disabled, but our colleagues are must not live like beggars and we are doing them favours. They are all entitled to living a life and to having the rights as enshrined in our charters. I thank you, Mr. President.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon. Stars Mathe from Zimbabwe.

HON. STARS MATHE [ZIMBABWE]: Thank you Mr. President for the time that you have given to me to share my views on this Report. I would like to thank the Chairperson who took with her Committee time to give a good report that we had. Thank you very much. Mr. President, the model Disability Law is a fundamental provision with our body politic. This category of people has been marginalised in several countries, Mr. President. I would want to reiterate the fact that disability is not inability, and as such, people with disability need the same attention granted to the able-bodied people. Mr. President, women and children find themselves on the receiving end when we talk of disability. In a family with a disabled child, it is usually the mother who spends much more time caring for the child. In some instances, we have young children taking care of disabled parents or grandparents. We have always seen them in the streets and that is happening in all countries. In this regard, there is need to empower women and children to be able to understand the dynamics of disability as well as help them with the basic requirements to take care of their disabled ones.

Governments should prioritise people living with disability and allocate requisite budgetary needs to this sector. It is therefore, incumbent upon us Hon. Members, when

Ministers of Finance presents National Budgets that we lobby for increased budgets towards disability. Disabled people are prone to different ailments that need to be attended to. It is my hope that one day all African States will grant free health care to people with disabilities.

Section 120.1 (d) of the Constitution of the Republic of Zimbabwe provides for two Members of the Senate representing people with disabilities. This shows Hon. Members, that already the proposed law is in sync with our... *[Timed out]*

MR. PRESIDENT: One minute Madam, one minute – microphone Madam.

HON. STARS MATHE [ZIMBABWE]: As a former teacher, education remains at heart for me. In this regard, I want to draw your attention to the situation in Zimbabwe where we have schools for the disabled, for example, schools for the deaf, schools for the blind and a vocational training Centre for the disabled and sign languages. In this similar vein, as a former teacher, I would suggest the harmonisation of the provision where disabilities studies are introduced in the educational curriculum at the educational entry level to nip discrimination and stigma against the disabled in the world.

Generally, Mr. President, I would like to suggest to this Parliament that if all Parliaments could recommend the sixth Member to this PAP and that Member should be a disabled person. Having said this Mr. President, I want to support the popularisation and implementation of this very important model law. I thank you.

MR. PRESIDENT: Thank you very much, and now I give the floor to Hon. Dr. Zalikatou Diallo from Guinea.

HON. DR. ZALIKATOU DIALLO [GUINÉE] : Merci, Monsieur le Président.

Permettez-moi, à mon tour, de féliciter la présidente de la commission pour le remarquable travail effectué au cours du processus d'élaboration de cette loi-type.

Étant rapporteur de la commission Santé, Travail et Affaires sociales du Parlement panafricain, nous avons pris part à ce processus parce que la commission Santé était représentée dans le Comité consultatif. Nous avons travaillé ensemble.

C'est une loi-type qui, si elle entre en vigueur pourra enrichir les lois nationales et exhorter les pays qui n'ont pas encore de législation en faveur de ce groupe vulnérable de la société, de pouvoir se doter d'instruments juridiques qui vont lever tous les obstacles, toutes les discriminations à l'égard de cette population non négligeable.

Pour ce qui est de mon pays, la Guinée, nous avons déjà une loi. Nous avons ratifié la Convention internationale sur les personnes handicapées, nous avons élaboré une loi qui a été votée le 15 mai 2018 par l'Assemblée nationale de Guinée. Ceci, grâce à un partenariat fécond entre le Haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme et le Ministère de l'Action sociale.

En Guinée, il y a au moins 160 mille personnes qui vivent avec un handicap. C'est pourquoi la mise en œuvre de cette loi a impliqué l'adoption d'un programme national de l'autonomisation des personnes vivant avec un handicap et aussi la prise en compte des personnes handicapées dans toutes les institutions républicaines.

Pour preuve, à l'Assemblée nationale nous avons un non-voyant qui est parmi nous et qui se bat. Il y a une institution républicaine de droits humains également où les personnes vivant avec un handicap sont représentées, y compris l'association des albinos de Guinée dont je suis la marraine et je souhaite, de tout mon cœur, que les quinze ratifications requises pour l'entrée en vigueur de cette loi-type du Protocole soient de mises dans le plus bref délai pour continuer l'épanouissement de ces personnes vulnérables et réaliser tous les objectifs du développement durable à l'horizon 2030. Je vous remercie.

MR. PRESIDENT: Thank you very much, Honorable Member and now I want to give the floor to Honorable Evangelina Filomena Oyo Ebule from Equatorial Guinea.

HON. EVANGELINA FILOMENA OYO EBULE [EQUATORIAL GUINEA]: Gracias una vez más Señor Presidente.

Felicitar a la Presidenta que ha expuesto el tema, así también, a todo los que han intervenido sobre este tema. Es un tema importante que nos apela a todos, decirles como acaba de decir la Honorable que me ha precedido en Guinea Ecuatorial; el Gobierno tiene dotación presupuestaria para asistir, tanto, a algunos como los discapacitados. En nuestro Parlamento tenemos en la Cámara baja a un discapacitado, tenemos un Senador discapacitado, tenemos Directores Generales, Funcionarios; algunos que se han integrado en la sociedad; el Gobierno se ha encargado de darles asistencias medico-farmacéutica, incluso una pensión para que puedan vivir dignamente, vivienda, trabajo, etc. Pero eso este tema es importante, porque si mal no recuerdo, legislaturas anteriores en esta santa casa se presento este modelo de ley, y

lo cogimos para trabajar en nuestro país; y hemos trabajado bastante con el apoyo del Gobierno, de manera que todo lo que se ha dicho aquí; todos nosotros tenemos que trabajar para que esas personas tengan una mejor calidad de vida, y que no consideran la discapacidad como una disminución, que no les permita realizarse como persona.

Gracias

MR. PRESIDENT: Now, let me give the floor to Hon. Gnan Salem from Libya.

I give the floor to Hon. Pupurai Togarepi from Zimbabwe.

HON. PUPURAI TOGAREPI [ZIMBABWE]: Mr. President, most of the things that I wanted to say have been said save to say I want to thank the Chairperson of this Committee for a job well done. But I also want to say or reiterate that as was said by some of my colleagues, it is important that we demonstrate as PAP that we embrace this model law by ensuring that members with disability are part of this august House.

I also want to encourage the drafters also to try and widen the definition of people with disabilities.

In most cases, you find in countries that there are specific disabilities that are considered and regarded either by the government or non-governmental organisations. However, I think we have many more disabilities that have not been considered and people suffer with those without recognition and support from government and some Development Partners. So, I also encourage that when we talk about disabilities without including people with disability, even if we bring in experts, I do not think they will exhaust the issues or challenges that are faced by people with disabilities. So, it is very important as we deal with this model law that people with disabilities are at the forefront so that they can share with us as we encourage this law to be adopted by various countries.

I think Members of Parliament, I would want also to encourage you in your own Parliaments to ensure that your governments ratify this model law. It is critical; it is very good for our people and people with disabilities are as important as we are to the national development of our people. I thank you.

MR. PRESIDENT: Thank you very, and now I would like to give the floor to Hon. Jaques Yempabou from Benin.

HON. BOUNDJA JAQUES YEMPABOU [BÉNIN] : Merci, monsieur le Président.

Je voudrais vous demander de bien vouloir me permettre de remercier ma présidente, parce que je fais partie de cette commission pour la brillante présentation de son exposé.

Monsieur le Président, je voudrais dire que déjà vivre avec un handicap constitue un facteur limitant à l'épanouissement de celui ou de celle qui vit cet handicap.

Alors, Monsieur le Président, si à côté de cela, des mesures idoines ne sont pas prises, pour mettre fin à un certain nombre de discriminations, sinon à l'ensemble des discriminations qui frappent ces personnes, ce serait dommageable pour nous qui nous croyons vivant sans handicap, parce qu'aujourd'hui, au cours de notre vie, de notre existence, nous ne sommes pas exempts de handicaps.

Comme vous le savez, au cours d'une circulation ou d'un accident de circulation ou tout autre accident, on peut se retrouver avec une jambe ou les deux ou un pied etc. Et même des yeux...et puis on devient handicapé. Donc cela veut dire que nous sommes potentiellement tous handicapés. C'est pour cela que je voudrais que notre Parlement puisse faire tout dans la mesure du possible pour que nous soyons à l'abri des discriminations qui frappent aujourd'hui nos frères et sœurs victimes de cet handicap.

Alors, pour ce qui est du Bénin, je crois qu'il y a deux ministères qui, de façon concomitante travaillent pour le bien-être des handicapés, à savoir le Ministre de la famille et le Ministre des Affaires sociales.

C'est vrai que mon pays n'a pas encore ratifié le protocole, mais à partir du moment où je fais partie de la Commission, je mettrai tout en œuvre pour que cela soit chose faite d'ici l'an 2020, parce que je prendrai langue avec les deux ministres, avec le Ministre des Affaires étrangères et les autres ministres concernés pour que, comme je viens de le dire...

M. LE PRÉSIDENT : Is ok ! Thirty second

HON. BOUNDJA JAQUES YEMPABOU [BENIN] : Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais alors pour terminer, demander à tous les parlementaires ici présents, que chacun, une fois retourné chez lui, puisse être un ambassadeur pour la promotion de ce texte pour qu'effectivement tous nos pays puissent parler le même langage afin que, après les 15 ratifications, l'entrée en vigueur soit effective. Même si, c'est vrai que dans les pays, il arrive très souvent que des textes de loi soient appliqués au cas par cas.

Mais je voudrais suggérer que les parlementaires ici présents puissent faire en sorte que ce qui est proposé puisse être ce qui se fera.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup, cher collègue.

C'est difficile d'être juge dans un contexte où tout le monde a le droit. Vous venez ici pour parler, c'est très désagréable d'arrêter la parole. Donc comprenez-moi parfois.

Je donne la parole à l'honorable Marie Médiatrice du Rwanda.

HON. MARIE MEDIATRICE IZABILIZA [RWANDA] : Merci beaucoup Monsieur le président de m'avoir accordé la parole.

Je joins ma voix à celles de ceux qui m'ont précédée pour adresser nos félicitations à notre présidente, -je suis vice-présidente de la commission- pour sa présentation, qui a été bien faite.

Tout d'abord je voudrais saluer l'accueil chaleureux des autorités des pays qui ont abrité des réunions de consultations et je remercie également mes collègues députés qui nous ont bien accueillis chez eux. Nous les félicitons aussi pour leur organisation des travaux des réunions de consultation.

Monsieur le président, les travaux d'études de ce projet de loi type vont prendre un long processus. En attendant que cette loi arrive à sa fin ou à sa promulgation, je voudrais interpellier mes collègues Députés à faire la plaidoirie pour les personnes handicapées, dans leurs pays respectifs en ce qui suit :

- Mettre en place des instruments juridiques portant protection des personnes handicapées. Dans mon pays, le Rwanda, la Constitution instaure le conseil national des personnes handicapées. En 2007, le Rwanda a promulgué une loi portant protection sociale des personnes handicapées et une loi relative à la protection des ex-combattants de guerre handicapés. Aussi, la loi organique régissant les élections prévoit l'élection d'un député représentant les personnes handicapées.
- Je voudrais aussi interpellier les collègues pour qu'on prévoie dans le budget national pour chaque année, une allocation pour le développement des personnes handicapées.

- Il faut aussi éliminer tous les obstacles à l'emploi des personnes handicapées et mettre en œuvre les mesures garantissant un quota de personnes handicapées pouvant être employées dans les établissements publics.
- Continuer à appuyer les initiatives des associations et des coopératives créées par les personnes handicapées en garantissant les ressources matérielles et financières.
- Il faut aussi mettre en place un cadre permanent de sensibilisation pour changer la mentalité du public à l'égard des personnes handicapées en diffusant des programmes de radios et télévisions destinés à éduquer le public sur les droits des personnes handicapées.
- Enfin, mettre en place un système d'inspection des bâtiments d'inspection et autres équipements...

M. LE PRÉSIDENT : Trente secondes.

HON. MARIE MEDIATRICE IZABILIZA [RWANDA] : Merci. C'est le dernier.

- Mettre en place un système d'inspection des bâtiments d'inspection et des autres équipements à usage public afin de vérifier qu'ils conviennent aux personnes handicapées.

Merci, monsieur le président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

La parole est à l'Honorable Mazabuka CHIPUNGU du Malawi.

HON. CHIMWEMWE MAZABUKA CHIPUNGU [MALAWI]: Thank you, Mr. President for giving the floor to contribute to this important model law. I am extremely happy to see today, this topic, about an often forgotten and neglected segment of society, who are our brothers and sisters with disabilities. It is extremely important to discuss these issues today because to all of us, so often these issues are left on the shelf, and are often forgotten as compared to issues of finance, agriculture or technology.

Mr. President, I wish to particularly draw this House's attention to Article 31, which talks of the protection from abuse and harmful traditional practices. It is sad to note that after so many years, persons with disabilities continue to face pity, shame, stigma, exclusion and discrimination.

We still find stories, these days, of parents who keep their children inside the house, sometimes even chain them to the floor so that they should not be seen by the public. This is such a tragedy and a violation of human life and rights and indeed we need adopt a model of law to address this issue. Mr. President, I wish also to draw the attention of the House to Article 31 that mandates the State to take specific measures to ensure the protection and safety of persons with disability.

Over the past few years, the continent has seen a rise in cases of attacks on persons with Albinisms. Unfortunately, these issues are not particular to any one country. They transcend borders and regions and need collective efforts to end them. In Malawi, we have the disability Act of 2012 taking care of discrimination against people living with disabilities. Therefore, I am calling upon all countries to join hands and adopt this law so that we can address this specific area. Thank you, Mr. President.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I now want to give the floor to Hon. Regina Esparon from Seychelles.

HON. REGINA ESPARON [SEYCHELLES]: Thank you, Mr. President. The issue of disability in the African Continent should be taken more seriously. It is not enough to have treaties and protocols that we sign but in practice we are preaching what our own country or Heads of State have themselves signed. As we welcome the Protocol on the African Charter on Human and People's Rights on the Rights of Persons with Disability in Africa and now the Africa Model Law on disability, we should also be bearing in mind our situation back home, help domesticate it and harmonise it with our own national law back home as pointed out by the presenter in her presentation.

As legislators, we have to put more emphasis on how to enact laws that will protect those that are more vulnerable by protecting their rights and that of their families while we draw up policies and while we approve budgets to make sure that in all aspects people living with disability are included and not excluded.

Mr. President, a case in point is that in some African countries, people living with albinism are classified as people with disability, yet they are being stigmatised and discriminated and killed. What are we doing as legislators to protect them? Be it culture, our application or xenophobic, it is our duty to step in and protect people living with disabilities. Back home, people living with albinism are normal people integrated in

society as everybody. So we do not have the issue disregarding them. It is a fact that each Ministry must address the issue at ministerial level. Mr. President, we talk a lot about gender-responsive budgeting. I feel there is a need for a framework at each National Parliament for a combination or combined disability and gender responsive budget. The social delegations are welcome with our love and we support their cause. I thank you, Mr. President.

MR. PRESIDENT: Thank you very much. I do not know whether it is a mistake – Hon. Emily, do you need the floor again? (*Interjection*) Thank you very much. Now I would like to give the floor to Hon. Fatou Jawara from the Gambia.

HON. FATOU K. JAWARA [THE GAMBIA]: Thank you very much, Mr. President for giving me the floor. I will also like to add my voice to the previous speaker and to commend our Chairperson of the Committee on Gender for tabling this very important model law. Mr. President, considering the African Charter on Human and Peoples' Rights, and the Kigali Declaration of 8 May 2003, these has stated clearly how we should protect the disabled in our societies. Disabled persons in our society should be treated equally, Mr. President. Those should have right to facilities and devices to enable them to live in dignity. The disabled should have rights and their rights need to be realized including the albinos. My country, the Gambia, is yet to ratify but my government is committed to championing disability because we have promoted the sign language in national TV, and we have a Minister who is responsible for social protection. Mr. President, going by the charter, the preamble reads, "Concerns: the disability continue to experience human rights violation, systematic discrimination, social exclusion and prejudice written political, social and economic sphere". Another concern reads "At the multiple forms of discrimination at high level of poverty and great risks of violation, exploitation, neglect and others that women and girls with disabilities face" so, I think as Parliamentarian, as elected representative we all have a part to play to see this thing is ratified in our various countries. Thank you.

MR PRESIDENT: Thank you very much. And now I would like to give the floor to Hon. Yerima Chihana from Malawi. Hon. Yerima you have the floor.

HON. YEREMIA CHIHANA [MALAWI]: Thank you, Mr. President. Most of the things which I wanted to say have been said but suffice it to say that I want to intervene on two or three issues.

Apart from the general disability, I would like to urge this Parliament to see to it that some serious consideration should be given to mental disability; all other disabilities could easily be repairable, but mental disability, especially attributed to drugs and drug addict, is becoming a challenge and a common phenomenon in the whole of Southern Africa.

Apart from that also, I wanted to say one or two things on budgeting. Yes, it is a cross-cutting issue in terms of budget for disability, but there is also a challenge for direct investment and financing for people with disability. I urge this Parliament to consider setting up a fund for disability so that they can have direct access to funds in their nations.

Generally, very old people are, by nature, disabled. Again, they need special intervention in terms of health and other programmes which need their attention. We may not look at them in a different way with disability. In Malawi, we have also attempted to handle disability issues in two forms. In terms of children, we are trying to use school feeding programmes, but with the limited budget the country is facing, it is very difficult to finance each and every disability.

Apart from that, in agriculture, we have also attempted to include disabilities and challenges for the elderly in terms of farm input subsidy programme. Yes, they might be successful but because they do not work directly into the programme of production, it is very difficult to ascertain whether they are successful or not.

Furthermore, recipients of cash transfers – be it disabled or elderly people – it is very difficult to ascertain how they can reach the youth that are disabled because normally, the youth are not considered in the mainstream of programming. I support that we should really encourage that this cross-cutting programme should be nurtured and ratified.

I submit.

M. LE PRÉSIDENT: Thank you very much, the debate is close.

Chers collègues, je voudrais, avant de donner la parole à la présidente de la Commission pour élément de réponse, faire deux annonces importantes.

La première annonce a trait à la conférence sur les droits de la femme lundi. J'invite tous les collègues, sans distinction, à venir participer à cette conférence et à animer même le débat, lundi et mardi.

Deuxième annonce : suite aux différentes demandes de certains de nos collègues, je voudrais rappeler que votre indemnité de communication est inaliénable. Par le passé, il m'a été rapporté qu'on payait au prorata des jours alors que c'est pour la session. D'ailleurs, les sommes restantes n'avaient jamais été reversées à qui de droit. Elles étaient toujours rentrées dans les poches.

Donc, dès à présent, que je n'entende plus que quelqu'un a touché la moitié de ses frais de communication. C'est disponible, vous pouvez y passer, l'intégralité.

Voilà les deux importantes annonces que je voulais faire. Je ne voudrais plus que demain quelqu'un vienne me voir, on m'a retenu deux jours. Non, non, non.

Ceci étant donc, je passe la parole à la présidente de la Commission pour ses réponses, mais je crois quand même qu'elle qui a suivi comme moi, de manière générale, nous sommes tous unanimes que ce projet de loi est très important, parce que nous sommes tous de potentiels handicapés. Si ce n'est pas aujourd'hui, demain. Donc nous devons tous travailler pour améliorer les conditions de vie de ceux là souffrent d'un handicap. C'est la première observation que je fais.

Également, s'il y a des contributions qui entrent dans le projet, vous allez les intégrer afin que ce projet puisse avancer, que nous le présentions à la session du sommet des Chefs d'Etats de janvier comme vous l'avez sollicité.

Madame la présidente, vous avez la parole pour vos éléments de réponse.

HON. LÚCIA MARIA MENDES GONÇALVES DOS PASSOS [PRESIDENTE DA COMISSÃO DO GÉNERO, FAMÍLIA, JUVENTUDE E PESSOAS COM DEFICIÊNCIA]: - Muito obrigada Senhor Presidente.

Agradeço a contribuição de todos os colegas para o enriquecimento do nosso Projecto de Lei-Modelo.

As contribuições foram no sentido de reconhecimento da importância do Projecto de Lei e não vou percorrer intervenção por intervenção. Para dar os esclarecimentos vou fazer de uma forma geral e realçar 3 aspectos que foram colocados em formas de questão.

A primeira tem a ver com a questão da definição de conceito, que está no nosso Projecto de Lei-Modelo dizer que essa definição de conceito foi consensualizada com os grupos alvos. Todo o processo da consulta envolveu a sociedade civil, os principais interessados que são as pessoas com deficiências, portanto a ADA (Africa Disability Alliance) esteve connosco, aliás foi o parceiro técnico-financeiro deste Projecto de Lei, então o conceito contou com o apoio de académicos, de pessoas que vivem com deficiência e também dos Parlamentares e da sociedade civil.

Para a presente Lei definimos que o conceito de deficiência inclui aquelas que têm deficiências físicas, mentais, intelectuais ou sensoriais de longo prazo que a interacção com várias barreiras podem impedir sua participação plena e efectiva na sociedade numa base igualitária com as demais.

No artigo quarto, nós falamos na página 10 dos princípios da protecção que aqui também foram referidos pelos colegas e peço a colaboração da tradução, ainda continuamos nessa página 10 com problema de variação de conceito de “pessoas com deficiência” no documento está “pessoas portadoras de deficiência”. Uma vez que vamos adoptar o documento, Senhor Presidente, eu peço atenção dos colaboradores do Parlamento para tomarem nota das alterações que devem ser feitas da correcção na página 10 em substituir os termos “portadores de deficiência” por “pessoas com deficiência”, isso em todo o documento onde estiver essa questão.

Dizer que todos os colegas reconheceram a importância deste instrumento, enquanto instrumento jurídico, mas também da sua humanização a nível dos cuidados que as pessoas com deficiência precisam que irá permitir a harmonização dos quadros jurídicos nos nossos Parlamntos nacionais. Também ficou aqui o apelo dos colegas em relação ao nosso engajamento para a assinatura e a ratificação desse Protocolo que permitirá a entrada em vigor do Protocolo dos Direitos das Pessoas com Deficiência em África o mais rápido possível.

Nesse momento nós temos 5 países que já assinaram a África de Sul, Burquina Faso, Gabão, República Centro-Africana e Togo e todos os restantes, incluindo o meu país, ainda não fizeram a assinatura e a ratificação.

Os países que referi que já fizeram a assinatura devem se empenhar para a ratificação. Portanto, nós temos que garantir que a ratificação seja feita pelo mínimo de 15 países para permitir a entrada em vigor do Protocolo.

Em relação a questão da assistência das famílias também foi uma questão que foi amplamente discutida com a sociedade civil, inicialmente o Projecto-Lei não tinha essa questão introduzida, mas com a última consultação da região da África Central e Ocidental em Senegal e aqui na África Austral essa questão foi introduzida e o documento... também aqui eu peço desculpa porque acho que na impressão as contribuições que recebemos de melhoria, no documento em Português, não estou a falar dos outros, não sei como está nos outros, aparecem alíneas sem conteúdo, portanto, essas alíneas e artigos que não têm conteúdo são exactamente as contribuições e melhorias que foram introduzidas como estão a vermelho no texto que receberam no e-mail, então na impressão não aparecem, mas as contribuições estão registadas no documento que está na versão electrónica que todos os colegas receberam.

Senhor Presidente

Permitam-me também fazer aqui algumas correcções que são importantes na página 10, eu já disse artigo quarto.

Na página 36, o artigo 30 está repetido duas vezes, portanto, será 30 e 31.

Na página 41, a epígrafe do capítulo 4 diz “género, envelhecimento e deficiência”, portanto essa epígrafe deve ser corrigida para “género, idosos, crianças e jovens” porque o conteúdo dos artigos fala de crianças e jovens, e não está reflectido na epígrafe. Portanto, a epígrafe tem que reflectir o conteúdo dos artigos e é essa correcção que gostaria de fazer no capítulo quarto, página 41.

Na página 45, o artigo 42 passa para o artigo 44, também há um erro de enumeração do artigo.

Na página 46, o artigo 45 passa para o artigo 46. Portanto, são essas as correcções que tive oportunidade de verificar, não sei se outros colegas tiveram oportunidade de ver as correcções que são necessárias.

Essas correcções devem constar do Relatório para a aprovação do Projecto-Lei com essas correcções para que os técnicos finalizem o documento com essas contribuições.

Dizer que a questão das estatísticas também foi muito bem discutida e é realmente um problema dos nossos países, nós temos dificuldades de ter uma base de dados de estatística fiável que permita fazer a desagregação de tipos de deficiência e também de deficiência por sexo, portanto, a questão de género não é tida em conta a nível das estatísticas e é uma recomendação também que faz parte dessa consultação.

A nível das pessoas que cuidam das pessoas com deficiência, nós incentivamos os colegas na altura da domesticação da Lei-Modelo nos respectivos países que tenham isso em conta e que os países adoptem mecanismos para proteger essas famílias que têm a cuidado as pessoas com deficiência e que têm uma dependência a 100% de terceiros.

Aqui eu aproveito para dar exemplo do meu país Cabo Verde, aprovamos no ano passado o Plano Nacional de Cuidados. Esse Plano responde a preocupação da colega que falou da necessidade de formação das pessoas que cuidam das pessoas com deficiência, esse Plano tem essa vertente para além de criar uma nova categoria profissional que são os cuidadores. Portanto, o nosso país nesse momento tem uma nova categoria profissional como temos professores, médicos, enfermeiros nesse momento temos os cuidadores que são as pessoas formadas com certificado que vão cuidar das pessoas com deficiência profunda que estão a cuidar das famílias e vão cuidar também das pessoas idosas e das crianças dos 0-3 anos.

A questão da transversalização tem que ser colocada na forma clara a nível dos programas nos nossos países e também a questão da orçamentação foi discutida a nível da consultação e aqui os colegas reforçaram que é importante nós optarmos por fazer uma discriminação positiva do orçamento para as pessoas que vivem com deficiência.

Em relação a universalização dos cuidados da saúde e da educação também foi amplamente discutida e também a questão da quota para o emprego é fundamental que os países tenham isso em conta.

O Banco Mundial e a OMS determinam que existe cerca de 15% da população mundial que vive com deficiência e é com base nisso que cada país deverá fazer o seu trabalho de casa, primeiro fazer a recolha dos dados, ter as informações estatísticas fiáveis e a partir dali definir a quota de emprego para as pessoas com deficiência.

Penso que falei de todas as contribuições aqui deixadas pelos colegas e termino dizendo que as pessoas com deficiência não precisam da nossa compaixão precisam do nosso amor, da paixão, da nossa consciência social em relação a assumir a deficiência e que elas devem fazer parte da nossa política central de desenvolvimento dos nossos países, do nosso continente para uma África próspera.

Muito obrigado Senhor Presidente.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Madame la présidente.

Je mets aux voix l'ensemble du projet.

Pas d'observation ? Pas d'objection ?

Adopté !

Chers collègues, j'ai fait un certain nombre d'annonces qu'on me demande de reprendre. J'ai dit qu'au mois d'août, nous avons décidé d'un élan de solidarité envers nos deux collègues décédés. Il s'agit de l'honorable KANTE de Guinée et de l'honorable TEMPLE du Swaziland. Et cet élan de solidarité consistait à apporter une contribution à la mesure de nos capacités et de l'amour qu'on a pour ces deux collègues.

J'ai donc décidé, parce que cela avait été dit, on n'avait pas désigné les responsables, que pour l'honorable TEMPLE, la présidente du Caucus d'Afrique du sud soit la trésorière. Et pour l'honorable KANTE, le président du Caucus Afrique de l'ouest est responsable et je disais en son temps que la modeste contribution du président est prête.

La deuxième annonce était relative à la conférence des femmes. Je vous invitais humblement à ce que vous assistiez à cette conférence, qui débute lundi matin.

La troisième annonce, non moins importante, c'est que votre indemnité de communication est disponible.

Monsieur le Secrétaire général, avez-vous d'autres annonces ?

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : Les annonces : il est prévu cet après-midi, de 14 heures 30 à 16 heures 30, la réunion du Caucus des femmes dans la salle de commission n° 3. Il est aussi prévu de 14 heures 30 à 18 heures, la réunion du Caucus des jeunes, dans la salle de commission n° 2.

Demain, de 9 heures à 16 heures, il est prévu un atelier de formation sur la formulation de loi type et la conduite des audiences publiques à l'attention des membres du bureau et des membres des bureaux de toutes les commissions permanentes.

Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Chers collègues, nous sommes arrivés au terme des travaux de ce jour.

La séance est suspendue pour reprendre le mercredi 16 octobre.

La séance est suspendue.

=====

(La séance est suspendue à onze heures vingt six minutes et reprendra le mercredi seize octobre deux mille dix neuf à partir neuf heures).

=====